

L'économie mondiale fin de siècle

Marion Leopold

Volume 6, numéro 1, printemps 1988

L'économie mondiale en mutation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002037ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002037ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Leopold, M. (1988). L'économie mondiale fin de siècle. *Cahiers de recherche sociologique*, 6(1), 27–40. <https://doi.org/10.7202/1002037ar>

L'économie mondiale fin de siècle

Marion LEOPOLD

"[L]es nations du monde ressemblent aujourd'hui à un groupe d'alpinistes reliés par la même corde. Ils peuvent soit grimper ensemble jusqu'au sommet de la montagne, soit plonger ensemble dans le gouffre " (Mikhaïl Gorbatchev¹).

"[W]hat moves the world for good or ill is power, and no sovereign nation will give up any of its power - not now and not ever " (Richard Nixon²).

Nonobstant les circonstances et les intérêts respectifs qui auront amené chacun de ces deux maîtres de la *Real-politik* à se prononcer, la confrontation de leurs paroles fait ressortir un des principaux nœuds de tension de cette fin de siècle: l'interdépendance étroite des économies nationales fait appel à la coopération et à la concertation internationales, à ce que le GATT a déjà qualifié de "gestion de l'interdépendance", donc aussi au compromis, à la concession; la nation, elle, ne peut (volontairement du moins) accepter la subordination de ses intérêts propres. Besoin de concertation, c'est ce qui explique la multiplication des instances qui, tels le groupe des Sept, l'OPEP (et maintenant le NOPEP), visent à maîtriser l'un ou l'autre des grands enjeux de l'économie mondiale (stabilisation des taux de change, du prix du pétrole...); refus de soumission, c'est ce qui explique la fragilité de ces alliances et, partant, les difficultés qu'elles éprouvent à atteindre leurs objectifs. Le dilemme est d'autant plus profond que, entre autres: 1) avec la complexification des rapports internationaux l'on ne parvient plus toujours à discerner clairement l'intérêt national - le débat se fait large aux États-Unis pour savoir si la présence des filiales industrielles japonaises est en train de tonifier ou d'empoisonner l'économie

¹ *Perestroïka: Vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris, Flammarion, 1987.

² "Dealing with Gorbatchev", *The New York Times* (section 6), le 13 mars 1988.

américaine; 2) la firme multinationale tend de toute manière à échapper à (sinon à subvertir) la logique intérêt national/coopération internationale; 3) dans bon nombre de pays, notamment du Tiers-Monde, la défense de la souveraineté nationale y présuppose sa conquête, sans laquelle on ne peut pas non plus négocier sa place dans l'économie mondiale.

Si les tensions entre le national et l'international ne sont pas nouvelles — en fait elles puisent leurs racines dans l'émergence même de l'État-nation —, elles ne se manifestent pas, historiquement, avec une force constante. Plutôt elles tendent à s'approfondir au fur et à mesure que l'internationalisation elle-même progresse (tendance séculaire) tout en s'accroissant à chaque grande période de restructuration économique (tendance cyclique). Dès lors on comprendra qu'en cette fin de XXe siècle où, d'une part, l'économie nationale est soumise à une interdépendance mondiale sans précédent et, de l'autre, l'ordre économique post-guerre est entré en crise, les tensions soient particulièrement aiguës. Confrontée aux incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale et sur chacune de ses composantes nationales — marasme économique, turbulences financières, menaces de récession profonde, échec de modèles (néo-libéral, socialiste orthodoxe), rééquilibrage post-hégémonique des forces internationales —, la nation est tiraillée; son inexorable logique interne la pousse à se protéger et à rejeter sur les autres le fardeau de l'ajustement (c'est la faute aux Japonais, aux Américains, aux immigrants,...), mais en même temps son pragmatisme, en fait son impuissance à gérer seule les données de la crise, l'amène à la table internationale de négociation.

Ces tensions ne sont pas, on s'en doute, vécues de la même façon ni avec la même intensité par toutes les économies nationales. L'équilibre entre le "besoin de collaboration" et le "refus de soumission" de même que le sens concret accordé à chacun de ces termes et, partant, les stratégies nationales d'engagement/désengagement international changent, en effet, selon qu'il s'agit d'une Amérique à la recherche de l'hégémonie perdue, d'un Japon ascendant, d'une URSS en processus de *perestroïka*, d'une Chine également en voie de réforme radicale, d'un Brésil en état d'asphyxie financière. En fait, la manière dont se marient, à chaque fois, l'intérêt national et la contrainte internationale varie en fonction d'un ensemble complexe de facteurs, dont les plus importants concernent le rapport de la nation à l'économie-monde (sa position de force ou de faiblesse relative, les types d'alliances et de confrontations économiques, politiques et militaires dans lesquelles elle est engagée) et

donc aussi, dans la conjoncture actuelle, le rapport de la nation à la crise (selon le cas et à des degrés divers, la nation génère la crise, la subit, la relaie; dans certains cas la nation est en crise).

La double trajectoire temporelle et spatiale sur laquelle se nouent les tensions entre le national et l'international ainsi que la nature des tensions mêmes (leur forme et les enjeux qui les sous-tendent) deviennent plus apparentes lorsqu'on les replace dans le contexte de l'histoire récente, celle-ci étant successivement marquée par une période d'expansion économique et de stabilité hégémonique (les 25 à 30 ans de l'après-guerre) et par une période de crise économique et de remise en question de l'ordre hégémonique (les décennies 1970 et 1980). Cette mise en perspective permet en même temps de dégager certaines pistes concernant les types d'ententes susceptibles d'asseoir un ordre post-crise, dont on sait déjà — et c'est l'une des rares choses que l'on en sait déjà — qu'il ne reposera pas sur la stabilité hégémonique.

1 L'après-guerre: stabilité, croissance, coopération

Stabilité hégémonique: c'est effectivement ce qui a caractérisé la période de reprise et, surtout, de croissance économique sans précédent de l'après-guerre. Pendant le long quart de siècle de leur règne comme première puissance industrielle, financière et technologique, les États-Unis devaient présider à cette évolution moyennant la mise en place d'une économie politique globale dont le principal volet international était la coopération, tout particulièrement dans les domaines du commerce et de la monnaie (libération des échanges, imposition de l'étalon dollar, création des règles et des institutions — le GATT, le FMI, etc. — de même que des réseaux d'alliances pouvant soutenir l'ordre commercial et financier international). Ce pays avait donc plus ou moins unilatéralement défini les termes du "pacte" international grâce notamment à l'exercice des pouvoirs de persuasion et de coercition dont est assortie l'hégémonie, et grâce surtout au système des parités fixes sur le dollar et à la puissance militaire qui devaient asseoir cette hégémonie. Par ailleurs, le "pacte" lui-même avantageait un nombre considérable d'économies nationales, y compris du Sud, où, hormis les nations les plus pauvres, la croissance économique fut rapide et soutenue.

Dans ce contexte, les tensions entre le national et l'international (aiguës pendant la période de nationalisme économique des années 1930) furent relativement amorties, relativement mises en sourdine. C'était

surtout vrai chez les "autres grandes puissances", où les avantages découlant du système d'alliances fondé sur le libéralisme — dont notamment la création d'un cadre international (économique, mais aussi politique et stratégique) favorable au déploiement des politiques nationales keynésiennes — l'emportaient de loin sur les inconvénients (bien que les pays européens bénéficiaires de l'aide Marshall eussent, à l'occasion, été amenés à arracher quelques concessions aux Américains: refus de se faire imposer la pleine union douanière, utilisation de certaines prévisions du GATT pour résister au libéralisme commercial...). Dans les pays du Tiers-Monde, le modèle de développement libéral devait être plus ou moins bien reçu (mieux reçu en Asie du Sud-Est où l'on a opté pour une croissance axée sur l'exportation qu'en Amérique latine et en Inde où l'on misait sur l'autocentrage), mais même dans les cas d'une plus grande résistance, les marges de manœuvre furent restreintes — les tentatives d'autocentrage se sont d'ailleurs soldées par un échec — du fait de la grande dépendance envers le système américain: envers ses marchés, ses investissements directs, son aide publique, son ordre monétaire, soit, précisément, les principales sources de l'expansion économique du Tiers-Monde. Enfin, dans les économies de l'Est, également en croissance, c'est plutôt le "refus de soumission" qui l'a emporté dans le domaine international, mais il faut préciser que les États-Unis avaient de toute manière exclu cette région de son ordre libéral (intérêt national oblige).

2 Les décennies 1970 et 1980: instabilité, récession, nationalisme

2.1 Les données économiques

Stabilité hégémonique, croissance économique; c'est par à-coups qu'allait s'enclencher le processus de remise en question de ces données mondiales: première grande secousse en 1973 avec l'effondrement du système de Bretton Woods et le flottement des taux de change provoqués par la politique monétaire expansionniste de Washington (en vue notamment de financer la guerre de Vietnam et la *Great Society* de l'administration Johnson), puis par les pressions inflationnistes et les tensions sur le système des parités fixes que cette politique suscita à l'échelle de la macro-économie internationale. Également en 1973, le premier choc pétrolier, qui à la fois met un terme au contrôle américain des marchés énergétiques et donne naissance à la politique de recyclage de pétrodollars. Ensemble, ces événements devaient conduire à la

stagflation dans les pays industrialisés et à une croissance stimulée par l'endettement dans certains pays du Tiers-Monde et du bloc socialiste. En 1979, le deuxième choc pétrolier suivi du paroxysme inflationniste; aux États-Unis, des saccades successives: récession profonde suivie de la relance Carter et l'introduction de politiques économiques déflationnistes, récession encore plus profonde (1981-1983) débouchant sur la "révolution" reaganienne.

Au tournant des années 1980, aussi bien le rôle des États-Unis dans l'économie mondiale que cette économie même avaient subi des mutations profondes et durables. Le refus par l'Allemagne fédérale, en 1979, de soutenir le dollar (et donc d'importer l'inflation américaine) a directement provoqué l'ajustement déflationniste de Washington, marquant ainsi la fin de la suprématie incontestée des États-Unis dans le domaine de la macro-économie; désormais ce pays n'allait plus pouvoir faire abstraction des forces exogènes dans l'élaboration de ses politiques monétaires et, tout particulièrement, il allait devoir négocier ces politiques avec Tokyo, dorénavant la principale source de financement des déficits américains. Pendant les années 1970 la primauté industrielle, technologique et commerciale des États-Unis avait également été atteinte. L'industrie américaine était devenue moins productive, moins compétitive, que celles du Japon et de la RFA, pour lesquelles la stabilité hégémonique et l'expansion des marchés d'importation américains avaient permis le développement dynamique d'une économie civile basé sur le keynésianisme national et sur des stratégies d'exportation agressives. En même temps, la diffusion rapide de la technologie américaine provoque la quasi-fermeture de l'écart technologique qui, naguère, séparait ces mêmes économies. Enfin, les années 1970 ont également vu une restructuration dans le domaine des échanges internationaux: la position commerciale des États-Unis — déjà entamée dans les années 1960 lorsque le rôle international de la devise américaine rendait difficile la dévaluation compétitive du dollar — s'est notamment détériorée sous l'effet combiné du libéralisme pratique sur le marché américain et des politiques protectionnistes exercées par les puissances industrielles montantes.

La décennie 1980 devait être marquée par la poursuite et la consolidation de toutes ces tendances de même que par une aggravation générale de l'état de santé de l'économie mondiale. Aux États-Unis, cette période débute avec la mise en vigueur par l'administration Reagan de l'*Economic Recovery Tax Act* (1981), dont le volet fiscal consiste à réduire massivement les impôts, mais sans réduction complémentaire

des sorties de l'État (l'accroissement des dépenses militaires l'emportant de loin sur la diminution des dépenses sociales). Le prix de cette politique déséquilibrée: un gonflement du déficit budgétaire qui, en l'absence d'un niveau suffisant d'épargne nationale, devra être financé par de lourds emprunts sur les marchés internationaux de capitaux, donc surévaluation du dollar, augmentation des taux d'intérêt et nouvelle récession. La hausse du dollar devait également miner la compétitivité des exportations américaines, ce qui, à son tour, suscitera des réactions protectionnistes. Les répercussions internationales du monétarisme américain furent immédiates et importantes: la surévaluation du dollar oblige les principaux partenaires des États-Unis à majorer leurs propres taux d'intérêt et à rééquilibrer leurs budgets, elle provoque un ralentissement de la croissance globale (exportation de la récession américaine), elle aggrave la situation des pays endettés du Tiers-Monde.

À partir de 1983, c'est la reprise aux États-Unis: avec le desserrement du crédit, le déficit budgétaire relance la demande interne, ce qui marque le début d'une longue phase de croissance (rapide pendant un an, modeste par la suite). Or, non seulement celle-ci n'entraîne-t-elle pas une expansion de l'économie mondiale, elle ne règle en rien les problèmes de fond. En fait, la stimulation fiscale qui permet la relance reaganienne ne fait qu'approfondir le déficit américain, enclenchant un nouveau cycle de resserrement monétaire. Vers le milieu de la décennie, l'optimisme affiché par l'administration Reagan ne parvient plus à masquer la grande instabilité dont est atteinte non seulement la propre économie américaine mais l'ensemble du système économique et financier international: l'ordre monétaire fondé sur les taux flottants a été sérieusement déstabilisé (sa survie tient, en fait, aux afflux de capitaux étrangers permettant de financer la dette américaine et de soutenir le dollar), le libéralisme commercial est menacé par la multiplication des barrières non tarifaires et par l'avance du protectionnisme économique, et l'immense dette du Tiers-Monde et des pays socialistes risque de faire éclater l'ordre financier international. Par ailleurs, sous l'effet cumulatif des politiques monétaires nationales volatiles, des surcapacités dont sont atteints des secteurs industriels mûrs et de la perte de productivité relative engendrée par l'ultra-keynésianisme, la rentabilité industrielle globale a baissé (les taux de profit étant devenus inférieurs aux taux d'intérêt), mettant ainsi un frein aux investissements réels et donnant lieu à une multiplication et à une intensification des activités financières spéculatives.

Les dévaluations successives du dollar à partir de 1985 contribueront à un redressement (modeste et précaire) de l'économie américaine, mais surtout elles signaleront la fin du règne du billet vert, puisque seule l'intervention massive des banques centrales étrangères permettra dorénavant d'éviter l'effondrement de cette devise. Or pour protéger leurs titres — entre mars 1985 et janvier 1988 la valeur des bons du Trésor détenus aux États-Unis par les autres pays industrialisés passe de 91,1 milliards à 182,6 milliards de dollars —, ces créanciers (principalement japonais et allemands) exigent le relèvement des taux d'intérêt américains, ce qui à son tour exerce des pressions récessives sur l'économie mondiale. D'ailleurs, advenant de nouvelles menaces sérieuses sur le dollar (aggravation de la balance commerciale américaine, éruption de l'inflation aux États-Unis, autre crise boursière...), les banques centrales pourraient être fort tentées de retirer leur financement, augmentant ainsi les risques soit d'une récession mondiale profonde (provoquée par une brusque hausse des taux d'intérêt américains), soit d'un retour à l'inflation (découlant d'une forte dévaluation du dollar).

Quant aux économies endettées du Tiers-Monde, à la seule exception de la Corée du Sud et de Taiwan, qui, dès les années 1970, avaient emprunté sur les marchés internationaux pour construire une industrie dynamique axée sur l'exportation tout en consolidant leur tissu économique national, les événements des années 1980 devaient conduire à une situation de marasme économique et d'étranglement financier (mais aussi de vives tensions politiques et sociales). C'est surtout le cas des principaux débiteurs d'Amérique latine qui, pour un ensemble complexe de raisons internes, avaient fait une utilisation largement improductive des capitaux empruntés, et qui, après plusieurs années de mesures d'austerité imposées par le FMI (dont la forte compression des importations) avaient vu s'arrêter la croissance industrielle, s'envoler l'inflation et chuter le PNB. Dans leurs cas, le financement de la dette (dont les conditions s'alourdissent avec chaque nouveau serrement du crédit) passe par les marchés d'exportation; or, aussi bien la faible expansion de l'économie mondiale que la montée du protectionnisme dans les pays industrialisés empêchent la formation d'une demande suffisante. Nonobstant une éventuelle généralisation de la dévalorisation ou de l'annulation des créances, la situation de ces pays demeure donc critique et le danger d'une crise financière globale déclenchée à partir de la faillite d'une de leurs économies ne peut être exclu.

Dans les pays socialistes, et plus particulièrement en URSS et en Chine, les choses se passent différemment. Isolés de l'économie internationale pendant la période expansionniste et hégémonique de l'après-guerre puis pendant les premières années de turbulence post-hégémonique, ces deux pays devaient chercher — à partir de 1978 en Chine et de 1985 en URSS — à intégrer cette économie (intensification du commerce externe, sollicitation de *joint ventures*, volonté de participer au FMI, à la Banque mondiale, au GATT, débats sur la convertibilité des devises nationales respectives, etc.). Condition *sine qua non* de la réforme économique interne sur laquelle déboucha la crise du centralisme planificateur (la Révolution culturelle et ses antécédents avaient déchiré les tissus économique et social de la Chine, l'économie soviétique connut des taux de croissance extrêmement faibles à partir de 1979), l'intégration de ces économies a ceci de paradoxal qu'elle se produit au moment même où la stabilité économique et financière internationale est profondément minée. Dès lors, et nonobstant l'évolution interne des deux entreprises de réforme (plus problématique en URSS qu'en Chine), la nature de cette intégration de même que ses effets sur l'ordre global demeurent, dans chacun des cas, largement imprévisibles. Il est toutefois évident que l'intégration de l'URSS, superpuissance militaire et troisième puissance économique mondiale — mais dont l'appareil industriel est à renouveler —, pèsera différemment sur l'économie politique globale que celle de la Chine, dont le taux de croissance économique est un des plus élevés au monde, mais qui conservera pendant longtemps le statut de NPI.

2.2 Les relations internationales

L'entrée en crise, pendant les décennies 1970 et 1980, de l'ordre économique libéral devait s'accompagner de l'érosion rapide et marquée des relations économiques et financières entre les composantes nationales de cet ordre; avec le remplacement d'un système international fondé sur la stabilité hégémonique et la croissance économique par un système (à certains égards un "non-système") caractérisé par l'instabilité post-hégémonique et la récession-dépression économique, s'amorça un processus de remise en cause du paradigme internationalisme-libéralisme et, corollairement, de réémergence du paradigme nationalisme-mercantilisme. La réapparition de ce dernier, plus évidente à partir de 1985, révèle *ex post facto* la grande fragilité de l'entente libérale de l'après-guerre, particulièrement en ce que celle-ci liait les États-Unis et ses principaux partenaires économiques.

Le système de parités fixes sur le dollar, qui constituait la base monétaire et financière de cette entente, avait assuré la stabilité et la discipline internationales nécessaires non seulement à la consolidation de l'hégémonie américaine mais aussi à l'extraordinaire expansion keynésienne dont bénéficièrent les autres économies industrielles (surtout la RFA et le Japon). Autrement dit, le succès de l'ordre libéral international tenait en grande partie au fait qu'il reposait sur une convergence d'intérêts économiques nationaux, formalisée, en l'occurrence, dans le système de Bretton Woods. Or, dès lors que ces intérêts commencèrent à entrer en conflit — et c'est précisément ce qui s'est produit au fur et à mesure que les États-Unis utilisaient la position privilégiée du dollar pour exporter les coûts de leurs politiques internes et internationales inflationnistes —, l'ordre libéral lui-même s'est vu condamné; l'abandon, au début des années 1970, du système de parités fixes et l'adoption des taux flexibles signalèrent la fin du "pacte" post-guerre et le retour au nationalisme monétaire et économique. Or, ce retour se réalisa dans des conditions fort différentes de celles qui avaient prévalu dans les années 1930; l'intégration et l'interdépendance internationales étroites provoquées par le libéralisme post-guerre créèrent notamment une situation d'interaction forte entre politiques économiques et financières nationales et internationales. Aussi la divergence grandissante entre les stratégies macro-économiques respectives d'une Amérique débitrice et d'une Allemagne et d'un Japon créanciers — chaque pays essayant, entre autres, de manipuler les taux de change en sa faveur — en conjonction avec une montée du protectionnisme commercial engendré par les phases successives de stagflation et de déflation-récession et par la détérioration de la position commerciale des États-Unis devaient-elles simultanément empirer la situation de chacune des économies nationales et transformer radicalement le sens de la "coopération internationale". Celle-ci ressemblera de plus en plus à une série d'ententes *ad hoc* destinées à régler les problèmes du moment en fonction du rapport de force du moment.

Ententes *ad hoc*: telle fut l'histoire récente des règlements - toujours entre grandes puissances - au sein des instances commerciales et financières internationales (le GATT, le FMI, la Banque mondiale); telle aussi fut l'histoire des efforts menés depuis 1985 au sein du groupe des Cinq (ensuite des Sept) en vue de réduire la volatilité des taux de change, efforts qui ont si peu donné (sinon un krach boursier) puisque les prémisses de la coopération n'existaient plus (ou, pour le moins, n'étaient pas aussi solides que celles qui sous-tendaient l'orientation

nationaliste). Or, dans le contexte de financiarisation excessive de l'économie mondiale qui prévaut depuis une quinzaine d'années — selon certaines estimations, seulement 10% des échanges présentement effectués sur les grandes places financières seraient attribuables à des transactions économiques "réelles", les autres 90% correspondant à des activités purement spéculatives liées aux fluctuations des taux de change —, l'absence d'une véritable coordination des politiques économiques et financières nationales rend d'autant plus précaire la situation de l'économie "réelle" (dont certains cherchent, et pour cause mais sans espoir, à isoler les marchés financiers).

Le chemin de la coopération entre grandes puissances est traversé d'obstacles. L'échec global du groupe des Sept tient à ce que, nonobstant des concessions secondaires qui ont été faites de part et d'autre, chacun des partenaires s'est servi des sommets économiques pour faire prévaloir ses intérêts propres et pour imposer aux autres le fardeau de l'ajustement: selon Washington, c'est à la RFA et au Japon de mener des politiques expansionnistes et d'ouvrir leurs marchés nationaux; Bonn et Tokyo, en revanche, tiennent à ce que les États-Unis exercent une plus grande discipline fiscale, permettant ainsi une relance de l'économie mondiale. Ces conflits, de même que les confrontations quasi permanentes dont sont ponctués aussi bien les *rounds* du GATT que les négociations au sein du FMI et de la Banque mondiale ne sont en réalité que les manifestations d'une crise plus profonde qui est celle de la propre hégémonie américaine et de l'économie politique internationale que cette hégémonie avait permis de construire; à partir du moment où les États-Unis devaient s'endetter massivement pour financer leur rôle économique et surtout géopolitique international, le système hégémonique n'avait plus d'assises réelles. Or, aucune des grandes puissances ne s'est empressée d'assumer les conséquences de cette nouvelle situation: alors même qu'ils exigent une réduction du déficit budgétaire américain, l'Europe de l'Ouest (particulièrement la RFA) et le Japon, qui avaient profité du déploiement stratégique américain pour reconstruire et développer leurs économies civiles, demeurent réticents à engager de lourdes dépenses militaires (la question de la remilitarisation étant, par ailleurs, politiquement chargée); aux États-Unis on incite les membres de l'OTAN et le Japon à partager le fardeau de la défense (dans certains cercles on parle même d'une participation américaine réduite à l'OTAN, voire d'un désengagement pur et simple), mais en même temps (et contradictoirement) l'idée d'adopter une position géopolitique favorable à l'équilibre fiscal et monétaire recontre des résistances formidables; non

seulement le secteur de la défense a-t-il depuis longtemps constitué le moteur de l'économie américaine (à défaut d'une véritable politique industrielle), mais aussi et surtout, après le déclin économique et financier américain, le "monopole" stratégique représente le dernier rempart de l'édifice impérial.

Or, de la manière dont les grandes puissances vont gérer la crise de l'hégémonie, vont donc entreprendre ou encore refuser de partager le pouvoir économique, financier et militaire au sein d'un système inter-étatique *de facto* multipolaire dépend dans une très large mesure l'avenir à court et à moyen terme de l'économie mondiale. Contrairement à la période post-guerre où elle avantageait l'ensemble des partenaires, la coopération doit maintenant se réaliser au prix de concessions nationales majeures, lesquelles n'ont rien d'évident. Le Japon, premier créancier des États-Unis, est en train de réinvestir son immense richesse partout dans le monde (dans l'industrie, dans l'immobilier, dans le placement financier) en même temps qu'il consolide son rôle économique dans la région du Pacifique et qu'il augmente son influence au sein des institutions internationales naguère sous contrôle américain (notamment le FMI et la Banque mondiale, dont il devient la principale source de financement nouveau); dans ces conditions, il n'est pas certain que ce pays veuille poursuivre au-delà du XXe siècle sa relation privilégiée avec les États-Unis: les risques que comporte le financement des déficits américains (et dont la contrepartie a été l'accès au marché et à la protection militaire américains) commencent à être lourds. Quant à l'Allemagne fédérale, l'abolition en 1992 des barrières commerciales communautaires et l'éventuelle création d'une monnaie communautaire ne peuvent que renforcer sa position dans l'économie mondiale et au sein du partenariat des pays industriels, la rendant ainsi plus intransigeante dans ses tractations internationales. Enfin, les États-Unis semblent d'ores et déjà condamnés à accepter le partage du pouvoir économique et financier, non seulement en raison de leur nouvelle position internationale, mais aussi à cause de l'érosion économique et sociale interne, ces deux changements étant d'ailleurs indissociables, puisque le transfert à l'étranger des avoirs américains s'est accompagné d'une perte d'autonomie dans la gestion des affaires internes (entre autres, on qualifie de "syndrome des NPI" le processus selon lequel les salaires et le niveau de vie nationaux diminuent et les fruits du *cheap labor* sont exportés afin de réduire le déficit commercial); mais s'ils ont perdu leur position hégémonique, les États-Unis demeurent encore la première puissance économique mondiale, pour qui le partage du pouvoir ne saurait signifier son abdication pure et simple. Scénario

donc de durcissement de positions chez les grandes puissances occidentales.

Va-t-il en être de même dans le cas des pays en développement? Les NPI asiatiques qui, il est vrai, n'appartiennent guère plus à cette catégorie, ne sont pas encore suffisamment forts pour discuter sur un pied d'égalité avec leurs principaux partenaires occidentaux, mais cette situation risque de changer passablement dans les années à venir en raison de la place toujours plus importante qu'occupent ces pays dans les flux économiques et financiers internationaux. Ainsi, par exemple, les excédents commerciaux des quatre "tigres" avec les États-Unis sont passés de 7 milliards en 1982 à 38 milliards en 1987, et Taiwan détient à lui seul 74 milliards de réserves en devises, soit un des taux les plus élevés au monde. La vulnérabilité de ces économies tient surtout à leur grande dépendance envers les marchés externes, d'où le fait qu'elles sont menacées par le protectionnisme américain et, corollairement, par les pressions qu'exerce Washington en vue de leur faire dissocier leurs devises du dollar. Mais ces obstacles ne seront probablement pas suffisants pour freiner leur développement, comme en témoignent les nouvelles stratégies d'expansion déployées par la Corée du Sud, à savoir la diversification géographique rapide des marchés d'exportation et des investissements directs, y compris en direction des pays socialistes (dont l'Union soviétique et surtout la Chine).

Tout autre est le cas des économies surendettées de l'Amérique latine, dont la formation en 1987 d'un "quasi-cartel" à huit aura donné lieu à des inquiétudes passagères chez leurs créanciers institutionnels et privés; en fait, il s'est rapidement avéré que les membres du groupe allaient continuer à négocier séparément leurs engagements respectifs. La question de la dette latino-américaine a été la source de graves tensions entre débiteurs et créanciers: pour les premiers ce sont les banques et les gouvernements occidentaux (surtout américains) qui, au départ, leur ont imposé les euro-monnaies recyclées et qui cherchent depuis 1982 à leur faire payer le prix d'une économie internationale défaillante (les politiques macro-économiques reaganiennes et le protectionnisme des pays industriels ayant exacerbé la crise de la dette); les créanciers, en revanche, attribuent cette crise au propre comportement irresponsable des économies débitrices (inefficacité des entreprises d'État, industrialisation trop rapide, taxation excessive, importations massives de biens de consommation, fuites de capitaux, etc.). Quoi qu'il en soit, ce sont les créanciers (essentiellement le FMI et les banques américaines) qui, à coup de menaces, ont imposé aussi

bien le cadre des négociations (le cas par cas devant l'emporter sur le règlement global) que les conditions du financement de la dette et les ajustements internes que celui-ci devait comporter. Or l'échec patent de leurs diverses stratégies — dont les manifestations les plus évidentes concernent l'absence, depuis cinq ans, de tout progrès réel dans les négociations, la stagnation des économies surendettées, et la fragilisation de leurs régimes politiques provoquée par l'internalisation de la crise de la dette — laisse croire que les relations entre pays débiteurs et pays créanciers vont continuer à se détériorer, à moins bien sûr que les menaces mêmes que fait peser la dette sur le système financier international (280 milliards de créances à recouvrer pour les seuls trois plus grands débiteurs) et sur les perspectives d'une reprise économique globale forcent les créanciers à recourir à des solutions radicales (dévalorisation massive des créances, voire leur annulation pure et simple).

Enfin, et c'est sans doute le grand paradoxe de cette fin de siècle, alors même que le système d'alliances post-guerre est entré en crise profonde (à la fois sur ses axes Nord-Nord et Nord-Sud), les grands "exclus" de ce système, les économies socialistes, cherchent à s'y associer. Ainsi, que ce soit en vue d'une véritable transition capitaliste — objectif qui, nonobstant les discours officiels, semble de plus en plus orienter les politiques économiques internes et internationales de la Chine —, ou encore dans le but de restructurer radicalement mais aussi de consolider les bases du socialisme — c'est le cas de l'URSS et, à des degrés divers, de plusieurs autres économies de l'Est —, ces pays semblent être décidés à redéfinir et à améliorer leurs relations extérieures (particulièrement, mais non exclusivement, avec les trois grandes puissances occidentales). Les effets à long terme de ces transformations (et à supposer que rien n'en empêche la poursuite) sont impondérables, bien qu'il soit certain qu'elles permettront à l'URSS et à la Chine de se positionner dans la région du Pacifique qui, tout permet de le croire, constituera le noyau dur de l'économie mondiale du XXI^e siècle. Dans le moyen terme, ces transformations devraient fournir un degré de soulagement à un monde en mal de marchés et à une Amérique écrasée par le poids de ses propres dépenses stratégiques (alors que l'URSS elle-même doit se libérer de son fardeau militaire, qui absorbe quelques 15% du PNB national). C'est pourquoi il est permis de penser aussi que la coopération Est-Ouest, fondée sur ce que l'on peut qualifier de pragmatisme non-idéologique, continuera de faire son chemin.

La "corde des alpinistes" dont parle le Secrétaire général du PCUS est devenu un énorme et complexe nœud qui, dans les décennies à venir, sera soit dénoué, soit, tel le gordien, tranché. Or, dans un contexte où aucune des nations ne peut assumer le rôle international naguère rempli par les États-Unis, la première solution exigera l'effort concerté de toutes les nations et, avant tout, des plus puissantes d'entre elles; la deuxième solution, en revanche, résultera d'un durcissement des positions nationales respectives (durcissement qui a d'autant moins de sens que, par ailleurs, les firmes multinationales se sont de toute manière emparées de multiples prérogatives de l'État-nation). Face aux dangers que représente l'effondrement total des dispositifs monétaires et commerciaux (mais aussi politiques) internationaux en vigueur depuis plus de quarante ans, face aussi à la remontée du nationalisme politique d'extrême droite (entre autres, aux États-Unis, au Japon et, plus ouvertement, en France) et à la détérioration marquée des conditions sociales dont sont victimes la plupart des économies, il faut espérer que le réalisme aura raison du réflexe nationaliste.

Marion LEOPOLD
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal